



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis délibéré de la mission régionale
d'autorité environnementale
Hauts-de-France
sur le projet d'élevage avicole
de 122 800 emplacements
de la SARL élevage Leblond à Pihem (59)**

n°MRAe 2019-4104

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Hauts-de-France a été saisie pour avis le 21 novembre 2019 sur le projet d'élevage avicole de la SARL Leblond à Pihem dans le département du Pas-de-Calais.

Par suite de la décision du Conseil d'État n°400559 du 6 décembre 2017, annulant les dispositions du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 en tant qu'elles maintenaient le préfet de région comme autorité environnementale, le dossier a été transmis pour avis à la MRAe.

En application des articles R181-17 et suivants du code de l'environnement ont été consultés :

- le préfet du département du Pas-de-Calais;*
- l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;*

Par délégation que lui a donnée la MRAe lors de sa séance du 18 décembre 2019, Agnès Mouchard, membre permanente de la MRAe, après consultation des membres, a rendu l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que, pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour autoriser le projet.

Synthèse de l'avis

Le porteur de projet exploite actuellement un élevage de volailles de chair d'une capacité aujourd'hui déclarée pour 20 500 animaux-équivalents sur la commune de Pihem, dans le département du Pas-de-Calais. La SARL Elevage Leblond projette la construction de deux bâtiments de 2 400 m² chacun pour augmenter le nombre de rotations annuelles afin de porter la capacité de production de l'exploitation à 122 800 emplacements, ainsi que la construction d'un hangar de compostage.

Le projet prévoit le compostage de la totalité du fumier de volailles et des eaux de lavage, permettant de produire un compost normalisé. Il n'y a donc pas de plan d'épandage associé au projet. Cependant, l'étude d'impact mériterait d'être complétée sur la prise en compte des effets cumulés liés aux autres projets d'élevage à proximité et à la superposition des épandages des deux élevages de l'exploitation, celle-ci comprenant également un élevage de bovins.

Le projet générera des rejets de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre. L'étude d'impact doit également être complétée sur ces thématiques et l'effet du compostage sur les rejets atmosphériques doit être davantage analysé.

En l'état du dossier, le projet est impactant pour l'environnement et nécessite d'être repris pour définir des mesures permettant d'aboutir à un impact négligeable sur l'air et le climat.

Les recommandations émises par l'autorité environnementale pour améliorer la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le projet sont précisées dans l'avis détaillé ci-joint.

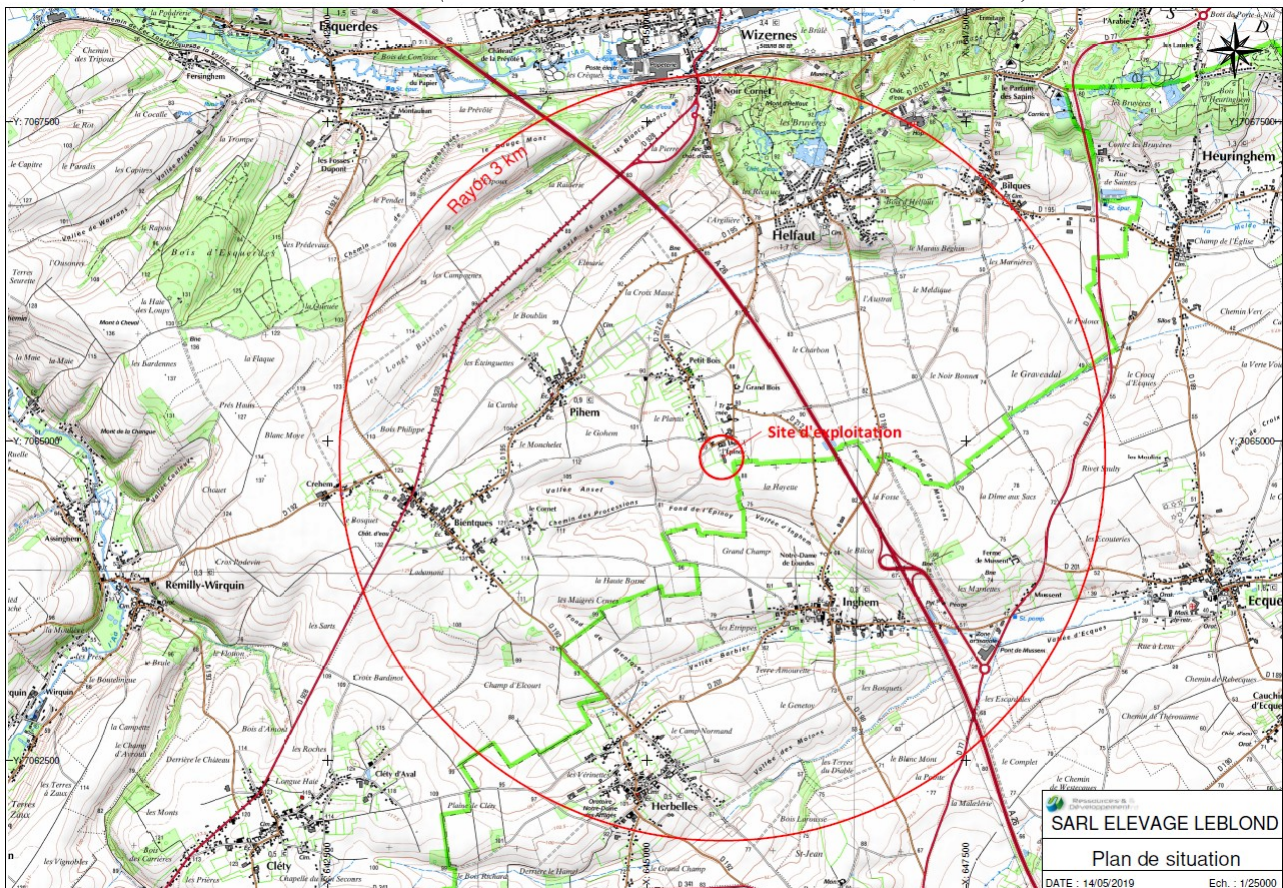
Avis détaillé

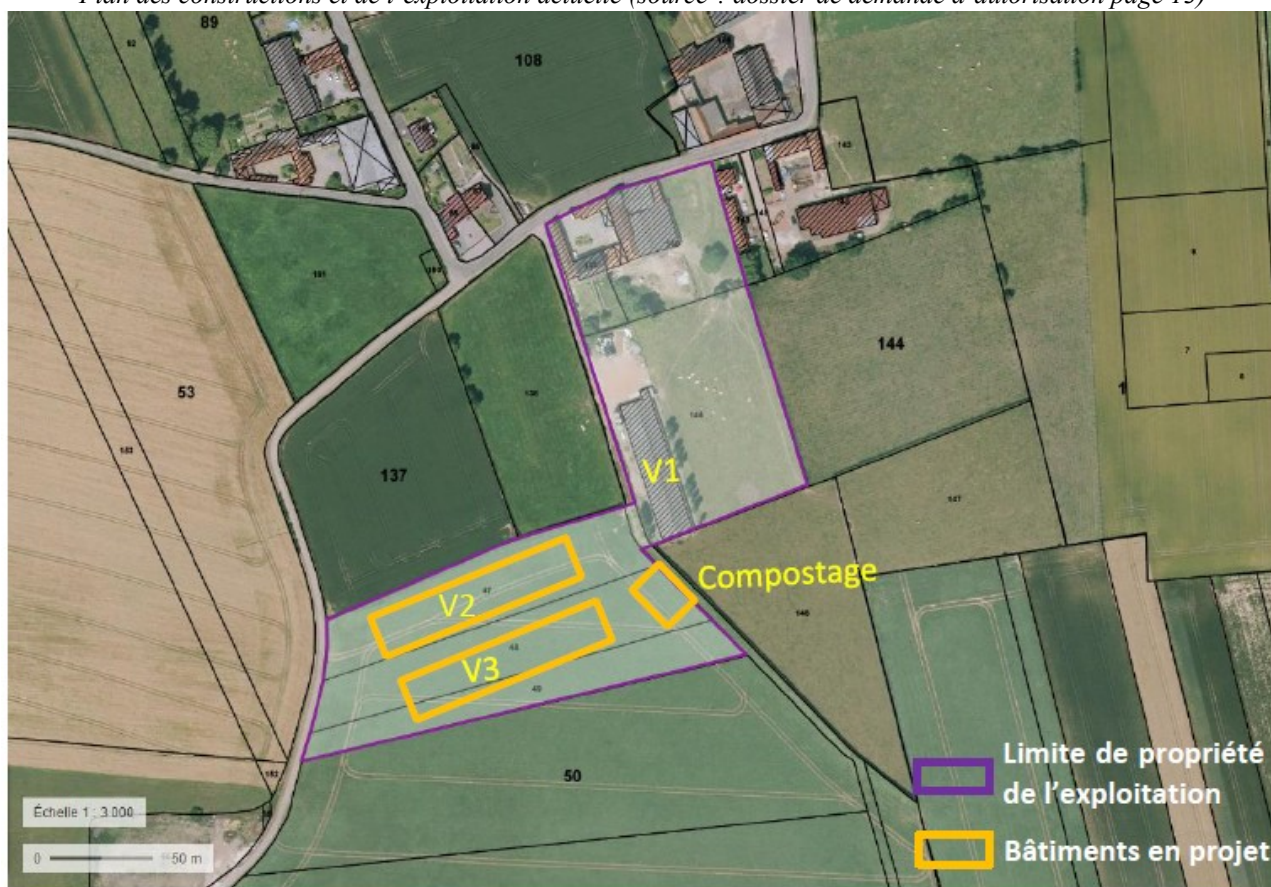
I. Le projet d'extension d'un élevage de volailles à Pihem

La société agricole à responsabilité limitée (SARL) Élevage Leblond exploite actuellement un élevage de poulets de chair, d'une capacité aujourd'hui déclarée de 20 500 animaux-équivalents, sur la commune de Pihem, dans le département du Pas-de-Calais. L'élevage occupe un bâtiment de 1 020 m².

La SARL Élevage Leblond projette la construction de deux nouveaux bâtiments de 2 400 m² chacun (désigné V3 et V2 sur le plan des constructions) pour augmenter le nombre de rotations annuelles afin de porter la capacité de production de l'exploitation à 122 800 emplacements pour des poulets de chair. Le projet comprend également la réalisation d'un hangar de compostage.

Plan de situation (source : dossier de demande d'autorisation, annexe 2)





L'habitation de l'exploitant est localisée sur l'exploitation.

Les animaux sont élevés sur béton et litière accumulée dans les bâtiments. Une seule bande de poulets sera élevée en même temps sur le site. 7 lots de poulets seront élevés chaque année.

Du fumier et des eaux de lavage seront produits. D'après le dossier de demande d'autorisation (page 111) il est prévu une production de 873 tonnes de fumier de volailles par an.

Le fumier est stocké sous les animaux pendant toute la durée de l'élevage du lot, curé en fin de bande et évacué vers le hangar de compostage. Il restera 30 jours dans la zone de fermentation (200 m²), munie d'une aération contrôlée, puis il sera stocké dans la zone de maturation (300 m²) pendant 2 à 6 mois.

Après 6 mois de stockage sous les animaux, le fumier de volaille sera composté en totalité pour être commercialisé sous la norme NF U 42-001 ou NF U 44-051. Les eaux de lavage (volume estimé à 200 m³) seront réinjectées sur le tas de compost. Il n'y a donc pas de plan d'épandage dans le dossier.

Il est indiqué que le compost sera en partie épandu sur les terres de l'EARL Leblond, qui exploite un élevage bovin, et en partie vendu à des coopératives ou agriculteurs de la région. L'EARL Leblond épand sans doute également sur ses terres les effluents générés par cet élevage. Ce sujet n'est pas abordé dans le dossier.

L'autorité environnementale recommande de compléter le dossier d'une présentation succincte de l'élevage bovin de l'EARL Leblond et de préciser les dispositions prises pour gérer les effluents bovins et le compost de fumier de volailles afin d'éviter tout risque de sur-fertilisation et de pollution des eaux par les nitrates.

Ce projet d'extension d'élevage est soumis à évaluation environnementale en application de la rubrique 1°a) de l'annexe à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à évaluation environnementale les installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L515-28 du code de l'environnement (activités listées à la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED).

II. Analyse de l'autorité environnementale

L'avis de l'autorité environnementale porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le projet.

Compte tenu des enjeux du territoire, l'avis cible les enjeux relatifs à l'eau, aux nuisances et aux émissions de gaz à effet de serre et à la qualité de l'air, qui sont les enjeux essentiels dans ce dossier.

II.1 Résumé non technique

Le résumé non technique reprend de manière synthétique les principales caractéristiques du projet dans son ensemble ainsi que les informations développées dans l'étude d'impact.

Il n'appelle pas de remarques particulières.

II.2 Articulation avec les plans et programmes et avec les autres projets connus

Le dossier d'étude d'impact traite de l'articulation du projet avec les plans et programmes le concernant à la page 115 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

La compatibilité avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie, le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Lys, le SAGE de l'Audomarois et le plan de gestion des risques d'inondation 2016-2021 du bassin Artois-Picardie est analysée. Elle est notamment assurée grâce à la conservation de la trame végétale, à l'implantation d'une nouvelle haie en limite ouest, à l'absence de zone humide sur le site d'implantation, au stockage des effluents, à l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle, au lavage des bâtiments réalisé avec des nettoyeurs haute pression et à l'utilisation de pipettes pour l'abreuvement des volailles qui permettent d'économiser l'eau.

L'autorité environnementale n'a pas d'observation à formuler sur ce point.

S'agissant des impacts cumulés avec d'autres projets, l'analyse présentée page 150 et suivantes est à compléter.

Le dossier recense une vingtaine d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou enregistrement dans un rayon de 3 km, dont des élevages. Ce relevé n'est pas exhaustif car réalisé, sans justification, sur un périmètre limité.

La présence d'autres élevages et leur importance justifient que les impacts cumulés soient analysés et pris en compte, notamment pour ce qui concerne les impacts sur la qualité des sols et des eaux par l'épandage des effluents d'élevage produits, ainsi que sur la qualité de l'air par les rejets de gaz à effet de serre, ammoniac et poussières. Cette analyse n'a pas été réalisée dans le dossier.

Le dossier signale simplement (page 151) que « la SARL ELEVAGE LEBLOND a choisi de composter les effluents produits. Cette mesure permet de produire un compost normalisé, qui sera en partie épandu sur les terres de l'EARL LEBLOND et en partie vendu, et limite l'émission de polluants dans l'air. Elle prendra également toute une série de mesures visant à éviter les risques de pollution des sols et des eaux et à limiter les rejets dans l'air ». La prise en compte des cumuls d'impacts avec les autres élevages n'est, en réalité, pas analysée vu qu'aucune donnée les concernant n'est apportée.

L'autorité environnementale recommande :

- *d'élargir l'analyse à l'ensemble des projets susceptibles d'impacter la qualité des sols et des eaux et la qualité de l'air avec lesquels les impacts du projet d'élevage peuvent se cumuler ;*
- *d'analyser les impacts du projet en les cumulant avec l'ensemble de ceux des élevages déjà existants ;*
- *d'en tirer les conséquences, le cas échéant, en proposant de les éviter, puis de les réduire et les compenser.*

II.3 Scénarios et justification des choix retenus

La justification du projet est présentée page 40 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Le projet est logiquement localisé sur une parcelle actuellement exploitée par le porteur de projet, à proximité des bâtiments existants, permettant ainsi de réduire les transports d'aliments et d'animaux.

L'exploitant a choisi de recourir au compostage des effluents d'élevage. La SARL Elevage Leblond justifie ce choix de valorisation des effluents en indiquant que cela permet de limiter les émissions d'ammoniac. Cependant, le paragraphe 11.4 page 43 du dossier de demande d'exploitation mentionne que les émissions avant et après mise en œuvre du projet augmenteront de plus du double selon les paramètres. La limitation des émissions d'ammoniac par la mise en place de laveurs d'air est par ailleurs écartée pour des raisons de coût (page 127 du dossier de demande d'autorisation).

Ainsi, le projet d'élevage, par les quantités importantes d'effluents qui seront produites générant notamment des émissions d'ammoniac et de gaz à effet de serre, impactera l'environnement (cf II-4) sans qu'aucun scénario alternatif n'ait été étudié pour limiter ou éviter ces impacts.

L'autorité environnementale recommande d'étudier des scénarios alternatifs (mise en œuvre de mesures permettant de réduire les émissions de polluants atmosphériques ou le, cas échéant, réduction des quantités d'effluents produits) afin d'aboutir à un projet ayant des impacts négligeables sur l'environnement.

II.4 État initial de l'environnement, incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du projet et mesures destinées à éviter, réduire et compenser ces incidences

Ressource en eau et milieux aquatiques

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le cours d'eau le plus proche de l'exploitation est situé à 3 km du site du projet. L'élevage est situé en zone vulnérable au sens de la directive « Nitrates ». Le stockage des fientes, le lavage des bâtiments peuvent polluer les eaux de surface et souterraines.

La création d'un nouveau bâtiment d'élevage et de nouvelles surfaces bétonnées sur l'exploitation induit une augmentation des rejets d'eaux pluviales (provenant des toitures) et des eaux de lavage des bâtiments à gérer sur le site.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte de la ressource en eau

Le fumier de volailles composté sera stocké dans la zone de maturation de 300 m² avant sa vente. D'après le dossier de demande d'autorisation d'exploitation (page 160), il sera stocké sur une hauteur d'environ 3 mètres, ce qui représentera un volume de stockage de 900 m³, soit 540 tonnes de compost (page 113 du dossier).

L'atelier avicole de la SARL Elevage Leblond générera 30 444 kg d'azote, en totalité sous forme maîtrisable.

La capacité de stockage de la zone de maturation serait de 9 mois, ce qui permet de stocker le fumier de volailles dans l'attente de son enlèvement, 3 à 4 fois par an. Cette capacité de stockage doit permettre de valoriser au mieux le compost et ainsi permettre d'éviter les épandages d'automne à une période où les cultures n'ont que très peu ou pas de besoins en azote et où l'épandage génère des risques importants de pollution des eaux.

D'après le dossier de demande d'autorisation (page 113), le stockage permettra également de stocker le compost qui ne répondrait pas aux normes, avant d'entamer une nouvelle phase de fermentation. Cependant dans le cas où la remise en fermentation du lot ne serait pas possible pour des critères d'innocuité (éléments-traces métalliques, composés-traces organiques, inertes et impuretés), il est nécessaire de définir une filière alternative (décharge, incinération).

L'autorité environnementale recommande de prévoir le traitement des cas de non-conformité à la norme pour des critères d'innocuité du compost, en évitant la remise en fermentation du lot qui est interdite.

II.4.1 Nuisances, qualité de l'air et gaz à effet de serre

➤ Sensibilité du territoire et enjeux identifiés

Le projet est concerné par le plan de protection de l'atmosphère Nord-Pas de Calais.

Les élevages contribuent à augmenter les émissions de gaz à effet de serre avec la production de dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄) et protoxyde d'azote (N₂O) notamment. La qualité de l'air est aussi dégradée avec l'émission d'ammoniac (NH₃).

De plus, 109 poids lourds supplémentaires par an sont attendus.

Concernant les nuisances sonores, le tiers le plus exposé sera à 160 mètres des futurs bâtiments.

➤ Qualité de l'évaluation environnementale et prise en compte des nuisances, de la qualité de l'air et des gaz à effet de serre

Nuisances sonores

L'étude de bruit (pages 132 et suivantes) conclut que le site d'exploitation respectera la réglementation relative aux nuisances acoustiques après réalisation du projet. Ce point n'appelle pas de remarques de la part de l'autorité environnementale.

Qualité de l'air et émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre ont été calculées à partir du logiciel « Carbon Calculator » de Solagro.

Un total de 1 180,8 tonnes CO₂e/an sera produit sur l'exploitation après réalisation du projet, dont 889,1 tonnes de CO₂e seront produites en plus chaque année après projet.

Concernant la qualité de l'air, 5 006 kg d'ammoniac par an seront produits après réalisation du projet, soit une augmentation de 2 769 kg d'ammoniac/an. Il y aura également une augmentation des émissions de PM₁₀¹ de 1 741kg/an (voir Annexe 21).

L'exploitant affirme dans la justification du choix du compostage (page 41 du dossier de demande d'autorisation) que cela permet de limiter les émissions d'ammoniac. Cependant, page 113, il est indiqué : « les pertes de masse sont dues essentiellement à l'évaporation, à la transformation au moment de la fermentation d'une partie de l'azote organique en azote gazeux et de certaines formes carbonées en dioxyde de carbone. ». Il est donc probable que la phase de compostage, permise par une aération des fumiers, génère des rejets concentrés en polluants atmosphériques, et notamment en composés azotés et en dioxyde de carbone.

1 PM₁₀ : les particules dans l'air dont le diamètre est inférieur de 10 micromètres

La qualité des rejets dans l'air en sortie du composteur n'est pas étudiée.

Des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont proposées essentiellement pour les émissions énergétiques, qui ne relèvent pas des émissions des animaux (cf. page 124 du dossier de demande d'autorisation : « la réduction des émissions de gaz à effet de serre passe par la réduction des consommations énergétiques dans les bâtiments d'élevage »). Une alimentation adaptée est supposée réduire les émissions d'ammoniac. Cependant, le recours à un laveur d'air n'est pas retenu compte tenu de son coût.

Il convient de rappeler que, de surcroît, l'étude des impacts cumulés avec d'autres projets présents ou à venir n'a pas été réalisée de façon exhaustive.

Par ailleurs, l'impact de l'augmentation du trafic poids lourds induits par le projet sur la qualité de l'air n'est pas étudié.

L'autorité environnementale recommande de compléter :

- *l'analyse des rejets atmosphériques en sortie du composteur et de l'impact sur la qualité de l'air de l'augmentation du trafic poids lourds ;*
- *la définition de mesures de réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre, en prenant en considération les effets cumulés avec les autres élevages présents aux alentours ;*
- *après étude de l'ensemble de ces impacts, une analyse approfondie sur le recours à un laveur d'air en sortie du composteur et ou des bâtiments d'élevage.*